

# Les identités lyonnaises

## Clefs historiques pour une étude prospective de Lyon et de sa communauté

*par Bruno BENOIT, maître de conférence en histoire à l'Institut d'Etudes Politiques de Lyon*

En propos liminaire à toute réflexion sur le devenir de Lyon, il faut prendre en compte son site exceptionnel qui a été à l'origine de sa fondation et son histoire plus que bimillénaire qui fait que cette ville a un passé où les «riches heures» sont nombreuses - ne fut-elle pas capitale ? - et où les traces, visibles et mémorielles, de 20 siècles d'histoire abondent. Ce poids du passé a donné à Lyon une identité originale, plus en profondeur qu'en surface, que tout décideur doit respecter et avec laquelle il doit composer pour bâtir, quel que soit le thème fédérateur retenu, un projet impliquant l'avenir de cette ville et de son agglomération, dont la croissance a longtemps dépendu du rythme de développement de Lyon et qui lui est aujourd'hui étroitement liée au sein de la Communauté Urbaine de Lyon.

L'intention de ce texte n'est pas de faire en quelques pages une synthèse de l'histoire de Lyon, même si jusqu'à maintenant les Histoires de Lyon n'ont fait que raconter l'histoire de la ville depuis sa fondation et n'ont donc pas donné à réfléchir ni sur ce que peut signifier aujourd'hui l'histoire de Lyon pour un Lyonnais dans sa vie quotidienne, ni sur les clefs que peut fournir le passé pour comprendre certaines permanences dans les comportements culturels, économiques et socio-politiques de la population. Ce texte cherche à dégager les grands traits de l'identité de Lyon, thème désormais à la mode, voire obsessionnel selon la formule du sociologue Alain Touraine et de l'historien Henry Rousso, mais thème fort éclairant quant à la personnalité et à la

culture d'une agglomération, et qui s'avère être la meilleure démarche pour interroger le passé et découvrir les mécanismes de la mémoire collective. Or, sonder cette mémoire, c'est mettre à jour les éléments autour desquels s'est faite la réappropriation du passé par un groupe ou des individus qui n'hésitent pas à faire preuve d'amnésie, de déformations, voire d'engagement socio-politique dans leur recomposition mémorielle pour **construire une identité, terme qui englobe le corps de la ville, qui prend en compte son aspect physique, l'âme de la ville, en l'occurrence sa dimension culturelle et spirituelle, mais aussi l'expression citoyenne, c'est-à-dire le comportement politique de sa population.** Travailler sur les identités lyonnaises, c'est donc dépasser l'analyse du portrait socio-économique du Lyonnais (le bourgeois d'Ainay ou le canut de la Croix-Rousse, le nouveau riche du 6<sup>e</sup> arrondissement ou l'ouvrier de la Guill' !) ou l'approche déterministe chère aux observateurs du XIX<sup>e</sup> et du début du XX<sup>e</sup> siècle (le Lyonnais est laborieux, économe, froid). *Calixte ou introduction à la vie lyonnaise*, ouvrage écrit par Jean Dufourt en 1926 dans cet esprit, a été pendant longtemps la référence pour définir ce qu'était le Lyonnais.

L'identité cherche ainsi à dégager les aspects pérennes d'une cité. De ce fait, l'identité, fille de l'histoire et de la mémoire, elles-mêmes fortement emmêlées, transcende le factuel événementiel pour éclairer le structurel de longue durée qui caractérise un espace urbain. Elle est donc un instrument fondamental pour décoder l'individualité d'une ville. L'identité est un élément essentiel à considérer pour tout aménagement qui implique l'homme, afin de faire la ville avec lui et non contre lui, afin de réaliser la Cité des Hommes et non une cité déshumanisée.

Si la capitale des Gaules a eu dès l'Antiquité une identité économique et spirituelle qu'elle n'a cessé d'entretenir, ce qui lui a permis de cultiver la différence au sein du royaume avec les autres villes, Lyon fut dénué jusqu'à la Révolution de toute identité politique. En effet, la grande ville qu'est Lyon en 1789, 150.000 habitants avec les faubourgs, est une ville sous tutelle, dépendante juridiquement du Parlement de Paris

et politiquement de la couronne. Il faut le choc traumatique survenu lors de la première République en 1793 pour initier la mise en place d'une identité politique lyonnaise qui se construit à partir d'une remémoration des violences collectives et du **martyrologe** liés au soulèvement de Lyon et à la répression qui a suivi. De plus, au cours du XIXe siècle, les événements violents qui ont lieu entre Saône et Rhône mais aussi sur les rives droite et gauche, réveillent le syndrome de 1793 et entretiennent la hantise d'un retour de la guerre civile chez les élites locales, formées par les groupes qui détiennent le pouvoir économique et le pouvoir politique, mais aussi dans la majorité de la population porteuse par la mémoire familiale des «horreurs» de 1793. Élités et peuple de Lyon vont ensemble tout faire pour éviter un nouveau «Lyon n'est plus». Quant au pouvoir central, son regard sur Lyon est pendant longtemps des plus circonspects, est-ce une ville rouge ou une ville blanche ? Quelle que soit la réponse, le pouvoir central se méfie de cette ville turbulente. Mettre l'accent sur cette dimension mémorielle, celle qui valorise les violences collectives, a pour fonction d'expliquer le mécanisme d'accouchement identitaire sur le plan politique, dernier volet du triptyque de l'identité lyonnaise, mais ne cherche nullement à nier l'existence d'autres traits dignes de mémoire collective et ne prend pas en compte, bien évidemment, l'infinité des mémoires individuelles porteuses de souvenirs.

**Ce texte mettra donc l'accent sur les trois grandes identités lyonnaises, dont les deux premières, l'identité économique et spirituelle, sont anciennes, et dont la troisième, l'identité politique, date de la Révolution.** Cette dernière, la plus originale et la moins connue à ce jour et pourtant toujours porteuse de sens, donnera lieu à un développement plus étoffé que les autres. Quant à la chronologie fournie en annexe, elle doit être lue comme un calendrier mémoriel et identitaire qui met au centre des événements signalés le Lyonnais, qu'il soit sujet ou citoyen, qu'il soit natif ou non, et le cadre dans lequel il vit, en l'occurrence la ville de Lyon.

## **L'identité économique de Lyon**

**L'identité économique est la plus ancienne chronologiquement, puisqu'elle est contemporaine de la fondation de la colonie romaine de Lyon en 43 avant J.C. Elle découle de son site de confluence qui situe Lyon à un carrefour commercial majeur entre l'Europe du Nord et l'Europe du Sud, le carrefour rhodanien.** Ce carrefour, au départ fluvial, s'est vite enrichi d'une dimension routière, puis ferroviaire au XIXe siècle. Lugdunum, puis Lyon doit donc son identité économique à l'existence de voies de passage qui lui ont permis de développer ses fonctions d'entrepôts, de foires et de négoce qui ont attiré dans ses murs capitaux et marchands étrangers et ont donné naissance à une bourgeoisie entreprenante. **Lyon a donc exploité cette situation exceptionnelle et, durant toute son histoire, les périodes fastes ont correspondu aux périodes où cette ville a pu développer son activité commerciale à laquelle sont associées, par le jeu naturel des mécanismes économiques, des fonctions bancaires et industrielles.** De ce fait, les deux premiers siècles de notre ère, puis les XVe et XVIe siècles et enfin la période qui s'est écoulée depuis le XVIIIe siècle peuvent être désignés comme les grands moments de la prospérité lyonnaise.

Dans l'Antiquité, l'île de Canabae, quartier des baraques installées dans ce qui est aujourd'hui la presqu'île, attire par ses fonctions d'entrepôts disposés le long des fleuves, marchands cisalpins et transalpins et échange des marchandises venues de tout l'Empire: blé, vin, huile, saumures, tissus, laine... mais aussi produites sur place, comme l'industrie de la terre cuite. L'emporium cosmopolite lyonnais, également capitale des Gaules, est animé par une foule de «négotiatores» qui font des deux premiers siècles de notre ère un âge d'or de l'économie lyonnaise, âge d'or qui a des retombées aussi bien pour la population -chiffrée aux environs de 100.000 personnes - que pour la ville qui se dote de superbes monuments. Cette première prospérité se termine à la fin du IIe siècle (197) quand Lyon fait un mauvais choix politique, amorce

de déclin qui débouche sur une crise quand Dioclétien à la fin du III<sup>e</sup> siècle transforme Lyon en chef-lieu de province ! À cette occasion, Lyon et les Lyonnais découvrent l'importance que peut revêtir le pouvoir central dans l'histoire de leur ville et de leur prospérité. Les invasions burgondes, en faisant de Lyon une de leurs capitales, puis l'époque carolingienne lui redonnent passagèrement un léger mieux économique, mais le plus souvent jusqu'au XIV<sup>e</sup> siècle, Lyon sombre dans l'oubli et devient une petite ville nichée au pied de la colline de Fourvière contrôlée par son archevêque. Le marché qu'anime cette ville n'est plus international, il est alors strictement local. Elle est peuplée, vers 1320, d'environ 15.000 habitants.

Lyon sort de son assoupissement au XIV<sup>e</sup> siècle à l'occasion des déchirements italiens. En effet, des fugitifs lucquois et florentins, maîtres dans l'art de la banque et du négoce, viennent s'installer sur la rive droite de la Saône. **Cette opportunité prouve une fois de plus que le destin de Lyon et des Lyonnais s'inscrit dans une perspective internationale où se mêlent accueil et ouverture.** Le roi de France, en quête de ressources, saisit cette opportunité et crée à Lyon au XV<sup>e</sup> siècle des foires, au nombre de quatre en 1463, de quinze jours chacune. À l'occasion de ces foires, Lyon renoue avec les activités bancaires et commerciales et devient une des premières places financières d'Europe. Au XVI<sup>e</sup> siècle, les marchands italiens (Les Gadagne) ou allemands (Jean Kléberger) délaissent Genève pour Lyon où armes, draps, soieries, épices et livres sont échangés au même titre que les lettres de change. Cette période brillante, Lyon est même temporairement capitale du royaume lors des guerres d'Italie, s'accompagne d'une riche vie artistique et intellectuelle. La ville comprend alors environ 30.000 habitants. Cette Renaissance lyonnaise se termine au milieu du XVI<sup>e</sup> siècle avec la mort d'Henri II et les guerres de religion. Chaque fois que la ville se replie sur elle-même, c'est-à-dire qu'elle perd son identité économique, Lyon et ses habitants en subissent les conséquences matérielles. Les temps sont alors difficiles.

La dernière période de prospérité de Lyon, la plus longue de son histoire puis qu'elle dure encore, même si elle a été interrompue pendant la Révolution et à l'occasion de quelques autres moments pénibles de son histoire contemporaine et si la prospérité actuelle n'est plus celle d'avant 1914, s'ouvre avec le siècle des Lumières. Cette période est la grande époque de la Fabrique, c'est-à-dire du travail de la soie dans des ateliers où le maître tisseur, employant ou non des compagnons, travaille au rythme des commandes des marchands-fabricants qui lui fournissent la matière première, lui payent la pièce réalisée selon un tarif fixé à l'avance et commercialisent leurs marchandises dans toute l'Europe. La Fabrique, qui tient le haut du pavé économique lyonnais jusqu'au dernier tiers du XIXe siècle, assure la fortune de la bourgeoisie lyonnaise qui, compte tenu de la spécificité de son activité capitaliste, assume, à la fois, des fonctions commerciales et bancaires. **La Fabrique donne également naissance à un modèle socio-économique où, malgré les contentieux tarifaires existant entre maîtres et marchands-fabricants, une solidarité professionnelle existe entre ces deux groupes sociaux, car ils sont liés par le bon fonctionnement de la Fabrique, les premiers y trouvant de quoi vivre, les seconds de quoi s'enrichir. Ce modèle socio-économique se révèle être un véritable syncrétisme socioprofessionnel.** Engendrant un consensus, ce syncrétisme est le fondement essentiel de la société lyonnaise et la base sur laquelle la vie municipale va fonctionner, une fois le suffrage universel instauré. C'est donc sur lui que va se construire l'identité politique lyonnaise. À la fin du XIXe siècle, une diversification industrielle est entreprise par la bourgeoisie lyonnaise dans les domaines de la chimie et de la mécanique, domaines qui vont venir prendre le relais de la Fabrique et vont assurer la pérennité du développement économique de Lyon, mais aussi des banlieues. Lyon et les communes périphériques sont ainsi associées dans cette affirmation économique dixneuviémiste.

**L'identité économique de Lyon engendre aussi une autre facette, celle des violences collectives.** Il faut en chercher les racines dans la concentration de

travailleurs de cette ville laborieuse régie par la Fabrique, dans les conditions de travail difficiles et surtout, au-delà du chômage endémique, dans les contentieux tarifaires dus à la faiblesse des rémunérations liées à l'insuffisance du tarif de façon payé par les marchands-fabricants aux ouvriers et maîtres ouvriers, désignés par le nom célèbre de canuts au XIXe siècle. Cette ville humainement très dense, ne pas oublier que jusqu'en 1852 la superficie de Lyon ne dépasse pas 364 hectares et comprend alors dans les 180.000 habitants, et tournée vers le travail est sujette à des poussées de violences bien avant la Révolution, comme l'attestent en particulier la Grande Rebeune de 1529 et les soulèvements de 1744 et 1786. Cette année-là, le soulèvement des chapeliers et des ouvriers en soie, désigné par le nom d'émeute des deux sous, se dirige sur l'hôtel de ville. Sur les lieux, les artisans en colère se rendent sur le balcon l'hôtel de ville avec le prévôt des marchands et obtiennent du Consulat la garantie d'une augmentation par les marchands-fabricants de deux sous du tarif de façon. Cette émeute des deux sous se termine par un brutal retour à l'ordre, par un gel du tarif, deux pendants et une grosse amertume chez les artisans dont certains n'oublieront pas le peu de générosité des marchands-fabricants lyonnais et se souviendront une fois la Révolution venue de ce contentieux salarial. Le soulèvement de 1786 ouvre la porte aux violences collectives modernes qui vont régulièrement ponctuer les relations socio-économiques lyonnaises et déboucher sur le fameux soulèvement des canuts de 1831, souvent interprété à tort comme l'expression d'un prolétariat politiquement en marche, alors qu'il ne faut y voir qu'un soulèvement dans la tradition des émotions urbaines dont Lyon est coutumier. Il n'en reste pas moins que la bourgeoisie lyonnaise, attachée à la libre entreprise, seule garante à leurs yeux de la prospérité, et à des rapports de force socioprofessionnels, cherche à évacuer du monde du travail lyonnais tout ce qui pourrait être un facteur de trouble socio-économique au sein de la population laborieuse. De ce fait, cette bourgeoisie libérale va beaucoup exploiter la religion et sa dimension caritative, mais aussi, au grand dam des républicains, puis des socialistes, la peur des «rouges», destructeurs du

syncrétisme lyonnais, donc de la prospérité locale, pour imposer leur modèle identitaire politique.

## **L'identité culturelle de Lyon**

**On ne peut comprendre Lyon sans pénétrer dans son âme, c'est-à-dire sans prendre en compte son identité culturelle, au premier rang de laquelle se situe sa dimension spirituelle.** Celle-ci imprègne cette ville depuis l'Antiquité et est donc contemporaine de son identité économique. En effet, Lyon, carrefour commercial et humain, est aussi une ville où les cultes gaulois, romains, gallo-romains et orientaux se côtoient, ceux de Lug à Cybèle en passant par Apollon. Parmi ces cultes, dont certains sont introduits par des pèlerins installés à Lyon, figure le christianisme. Sans celui-ci et le martyre de 177, l'histoire de Lyon, mais aussi l'identité lyonnaise, seraient différentes. Le martyrologe de 177, qui a donné naissance à un culte des martyrs, a montré que l'Église de Lyon était pionnière dans l'introduction du christianisme en Gaule et c'est donc tout naturellement que Lyon est devenu capitale du christianisme en France. Le titre de primat des Gaules, porté par son évêque, conforte son rôle de capitale religieuse, titre dont les Lyonnais sont fiers et auquel ils tiennent. Dès l'Antiquité, l'évêque de Lyon occupe une place de premier plan dans la vie publique de la cité comme la religion dans la vie privée des Lyonnais.

Après les invasions du Ve siècle, le contrôle du pouvoir central s'estompe et l'Église tend à devenir omniprésente. En effet, à partir de l'évêque Leidrade, nommé par Charlemagne en 798, la totalité du pouvoir à Lyon est désormais détenue par les autorités ecclésiastiques. **L'influence de l'Église n'est plus seulement spirituelle, mais s'élargit aux domaines judiciaire, artistique, culturel et politique. Lyon et son église ne font alors plus qu'un.** La cité lyonnaise, véritable métropole religieuse, est toute entière rassemblée derrière son pasteur qui la guide vers le salut, l'Église



incarnant ainsi l'unité lyonnaise au travers des turbulences géopolitiques que traverse Lyon aux IXe et Xe siècles. Dans cette ville sans roi, sans prince et sans duc comme disait l'abbé de Cluny, l'archevêque est, en l'absence de tout pouvoir concurrent, le maître de la ville. **La place spirituelle occupée par Lyon au Moyen Âge est même confirmée par les manifestations importantes qui s'y tiennent et font de Lyon une éphémère capitale de la Chrétienté, une deuxième Rome.** En 1245, un concile y est tenu en présence du pape Innocent IV qui réside à Lyon pendant 6 ans, puis un autre y est réuni en 1274 à la fin duquel est mort Saint-Bonaventure. En 1305 Clément V se fait couronner à Lyon et Jean XXII s'y faire élire en 1316. Il faut attendre le début du XIVe siècle, 1320 exactement, pour que les Lyonnais après plus de cinquante ans de revendications et de révoltes, aidés en leur lutte par le roi de France qui cherche à arrondir son royaume, s'affranchissent de la tutelle ecclésiastique et conquièrent leurs libertés consignées dans la charte de consulat. En se libérant de la toute puissance archiépiscopale, les Lyonnais tombent sous la tutelle du roi de France, même si la présence de l'Église reste forte.

De plus, l'Église renforce, à partir du XVIIe siècle, son influence spirituelle sur Lyon puisque les Lyonnais, par l'intermédiaire de leurs échevins, scellent sous Louis XIII un pacte avec Marie. À cette date, plus pour plaire au roi et pour apparaître aux yeux de la population comme des médiateurs de la protection mariale que pour écarter une peste hypothétique, les échevins de la ville décident **le 8 septembre 1643**, tradition abandonnée lors de la Révolution et confirmée chaque année depuis 1884 par la municipalité, de se rendre sur la colline de Fourvière pour remettre, selon le vœu fait à Marie, un écu à l'archevêque, la colline de Fourvière devenant par là même un lieu de pèlerinage. Ce lien entre Lyon et Marie, à la protection de laquelle les Lyonnais sont attachés car elle a été vérifiée lors des moments douloureux de l'histoire lyonnaise, a été renouvelé, de façon populaire, **en 1852. Le 8 décembre** de cette année, en l'honneur d'une statue de la Vierge Marie qui devait être inaugurée sur le dôme de la vieille chapelle, inauguration reportée par les autorités ecclésiastiques compte tenu de

la pluie, les Lyonnais spontanément illuminent la ville avec des lampions. Depuis cette date, cette journée du 8 décembre est devenue, certes avec quelques périodes moins brillantes, la grande fête lyonnaise, surtout quand la municipalité, dans les années 1960, l'a récupérée, en proposant des animations. Chaque 8 décembre, les Lyonnais répondent massivement en descendant dans la rue et en illuminant la ville et les commerçants en décorant leurs vitrines. Cette fête est populaire et officielle, religieuse et profane, profondément identitaire culturellement. Le 8 décembre est bien la véritable fête « nationale » de la patrie lyonnaise qui s'affirme ainsi face à toutes les ambitions centralisatrices. Cet ancrage catholique lyonnais est aussi donné à voir en 1896 avec l'inauguration de la basilique de Fourvière, haut lieu de la spiritualité locale. Depuis plus d'un siècle, Marie domine Louis (XIV), ce qui, pour être dans la logique des rapports Église/Monarchie, n'en conforte pas moins à Lyon les partisans de la tradition, mais fait de l'ombre à Marianne (place Carnot), ce qui s'explique par la place longtemps marginale qu'a eue la République dans la mémoire lyonnaise, mais qui se révèle être une source de conflit avec les tenants de la laïcité et de la République sociale. Pour éviter les tensions inutiles et respecter l'identité catholique de leur ville, Gailliton dans les années 1880, suivi en cela par Herriot et tous les maires du XXe siècle, est le premier à avoir compris qu'à Lyon il faut s'entendre avec l'Église et que les Terreaux doivent cohabiter avec Fourvière.

**Cette spiritualité lyonnaise, élément primordial de sa culture et de son âme, présente aussi un autre visage, celui du mysticisme et de l'ésotérisme qui donnent à Lyon une réputation de ville secrète, mystérieuse,** réputation que Lyon aime entretenir auprès des médias et des non-Lyonnais. Cette autre branche de la spiritualité plonge ses racines dans les hérésies des premiers siècles, dans l'itinéraire d'un Pierre Valdo au XIIe siècle, mais aussi dans l'influence maçonnique très forte entre Saône et Rhône depuis l'installation des premières loges avec Jean-Baptiste Willermoz au siècle des Lumières.

**L'identité culturelle lyonnaise n'est pas que spirituelle, elle est aussi, et ce depuis la Renaissance, tournée vers l'homme, elle est donc humaniste.** Au XVI<sup>e</sup> siècle, Lyon est un foyer culturel brillant grâce aux imprimeurs installés rue Mercière, mais aussi grâce aux poètes et écrivains qui vivent et écrivent à Lyon, Louise Labé, Clément Marot, Maurice Scève, Nostradamus et Rabelais. Ce rayonnement intellectuel et humaniste, que Lyon a cherché, depuis la Renaissance, à retrouver et dont cette ville a la nostalgie, trouve une fois encore un moyen de s'exprimer par le biais de la religion. Au XIX<sup>e</sup> siècle, une partie des catholiques lyonnais se consacrent à l'oeuvre missionnaire comme la Propagation de la Foi animée par Pauline Jaricot, les Maristes ou toutes les congrégations lyonnaises dans l'évangélisation des territoires colonisés -, mais aussi à l'oeuvre sociale de l'Église comme le père Chevrier et le Prado ou La Chronique sociale. Durant la deuxième guerre mondiale, Lyon est un actif foyer intellectuel dans la lutte contre l'occupant avec, en particulier, la publication des Cahiers du Témoignage chrétien où se croisent les chemins de l'humanisme et de la spiritualité.

**L'identité culturelle lyonnaise, bâtie autour de la spiritualité - quelle que soit son expression - et de l'humanisme, c'est-à-dire la foi en l'homme, doit donc être appréhendée comme une volonté de cimenter la société lyonnaise au-delà des clivages sociaux.**

## **L'identité politique de Lyon**

Aux origines de cette identité, il y a les violences de l'année 1793 et les sursauts révolutionnaires du XIX<sup>e</sup> siècle, ceux de 1834, 1848/49 et 1870/71, qui ont entretenu la peur révolutionnaire entre Saône et Rhône. Les élites lyonnaises, qui ont en charge la cité, ont conservé du choc de 1793 la mémoire du martyrologe pour leur ville et pour

ses habitants, mais ont aussi interprété 1793 comme un événement fondateur d'identité politique.

À la veille de la Révolution, Lyon, grande ville par le nombre des ateliers et par celui des hommes, est une ville «mineure» sur le plan politique, car elle n'a pas de Parlement. La Révolution vient bouleverser cette situation. Après l'annonce de la chute du roi à la mi-août 1792, le camp des patriotes locaux se divise entre les amis de Joseph Chalierou «Chalier», montagnards aux idées exagérées, et les partisans modérés de Jean-Marie Roland et de Joseph Vitet, proches du libéralisme de la Gironde. Pour Chalier, Lyon est une ville réactionnaire, voire contre-révolutionnaire, qu'il faut nettoyer de tous ses riches, de tous ses «mangeurs d'hommes». L'arme favorite des «Chalier» est la parole avec laquelle ils dénoncent, de la tribune du Club central, situé dans l'actuel lycée Ampère, la municipalité tenue par le modéré Nivière-Chol depuis que Vitet, élu député, a démissionné de la mairie. Le 6 février 1793, les attaques portées par les «Chalier» à l'encontre de la municipalité sont telles qu'une crise politique s'ouvre à Lyon, crise qui se termine le 9 mars par l'élection de Bertrand, un «Chalier», en tant que maire. Commencent les 80 jours du pouvoir municipal des «Chalier» pendant lesquels ils ne vont cesser de s'en prendre aux riches et de tenter de jacobiniser Lyon. Cette politique irrite la majorité de la population et ne plaît qu'à la minorité la plus démunie. **Le 29 mai 1793**, la majorité des section S6 de la ville se soulève, arrête les chefs «Chalier» et installe une municipalité provisoire. **Les Lyonnais ont rejeté non la République mais Chalier, car celui-ci n'a pas tenu compte, dans sa dénonciation aveugle des ennemis de la liberté et des riches, du syncrétisme socioprofessionnel lyonnais** qui, au-delà des contentieux tarifaires, crée une complémentarité économique et une communauté d'intérêts. Ce que Chalier n'a pas compris, les élites libérales, elles, l'ont bien compris et elles vont l'exploiter, puisque Denis Monnet, porte-parole des ouvriers soulevés en 1786, se retrouve après le 29 mai dans le camp des adversaires de Chalier du côté des Lyonnais soulevés. Le malheur pour Lyon est que son soulèvement s'inscrit à contre-courant des événements

parisiens qui voient la victoire de la Montagne le 2 juin 1793. Le 12 juillet, Lyon et les Lyonnais sont déclarés en rébellion contre la Convention. La tension monte quand les Lyonnais condamnent et guillotinent Chalier le 16 juillet. De plus, si les Lyonnais savent prier, fabriquer, vendre, ils ne savent pas se battre. De ce fait, ils font appel à ceux qui savent manier les armes, c'est-à-dire des royalistes, qui n'attendent que cela pour récupérer le pouvoir et en découdre avec la République. Lyon, considéré comme un «défilé des Thermopyles» entre le Nord et le Sud, est pour les royalistes la ville idéale à investir pour lancer une contre-offensive royaliste. Le général Précý et de nombreux royalistes, déjà réfugiés à Lyon, prennent la tête de l'armée lyonnaise, ce que la Convention ne peut accepter en pleine période de guerre extérieure et de guerre civile. **Le siège de la ville commence donc le 7 août 1793 et s'achève, après bien des combats, des bombardements, des sacrifices et des morts, le 9 octobre, soit 62 jours de résistance lyonnaise. La punition est à l'aune de cette résistance et le décret de la République du 12 octobre fait de Lyon une ville rebelle soumise à la régénération - environ 2000 fusillés et guillotins, dont les 3/4 sont des gens du peuple -, à la démolition et à la débaptisation. Elle s'appelle désormais «Commune-Affranchie».**

Cette Terreur rouge qui s'abat sur Lyon a, en effet, affranchi Lyon ! Elle a donné aux modérés lyonnais, c'est-à-dire à la majorité de la population, le goût d'une gestion plus lyonnaise de leurs affaires et les a éloignés des Rouges, responsables de tous ces malheurs, mais aussi des Blancs, c'est-à-dire des royalistes dont le principal organisateur est Jacques Imbert-Colomès". Si c'est contre les Rouges que Lyon s'est soulevé, ne sont-ce pas les Blancs qui sont les principaux artisans de la rupture avec la République conventionnelle, du durcissement de la résistance lyonnaise qui a débouché sur la ruine de Lyon et sur l'exécution massive, non de royalistes, mais de gens du peuple de Lyon, de la Terreur blanche animée par les Compagnons de Jésus en 1795 et qui a encore ensanglanté la ville !

Après cet épisode traumatique mais accoucheur, Lyon conserve une frange exagérée qui en 1834 tente un soulèvement républicain, en 1849 sous le nom de Voraces essaye d'établir une République sociale et en 1870/71 une Commune internationaliste. À chaque fois, leur tentative échoue, car elle n'implique qu'une minorité de la population, la majorité des Lyonnais refusant cet aventurisme politique qui est synonyme, la mémoire familiale est là pour le rappeler, de malheurs et de ruine pour leur ville et de mort et de chômage pour eux-mêmes.

L'identité politique de Lyon a été construite au XIXe siècle par les élites libérales et catholiques de Lyon, celles qui contrôlent la Chambre de commerce et qui sont aussi les animatrices locales du catholicisme social, au premier rang desquelles se rangent Édouard Aynard et Auguste Isaac à la fin du siècle. Elles ont construit l'identité politique lyonnaise à partir de la mémoire des violences et du martyrologe, puis ont été relayées après 1880, sous la IIIe République, par les élites républicaines et radicales-opportunistes, celles qui sont à la tête de la Municipalité. Les élites économiques, puis politiques ont compris l'intérêt qu'il y avait localement à éloigner de la confluence les influences rouges. Quant à Herriot, il a su réaliser la synthèse entre ces deux courants élitaires et rapprocher la Bourse et les Terreux ! La longueur de son principat vient de la réussite de cette fusion. Depuis la mort d'Herriot, cette identité politique lyonnaise n'a cessé d'être cultivée et exploitée auprès de la population par les candidats modérés à la mairie de Lyon ou aux législatives, car elle correspond à l'opinion majoritaire.

*Comment peut-on définir l'identité politique lyonnaise ?*

**L'identité politique lyonnaise s'exprime d'abord par son modérantisme.** En tout premier lieu, le modérantisme lyonnais signifie un refus des extrêmes en politique, extrêmes rendus responsables de tous les malheurs de Lyon depuis 1793 qu'ils soient blanc, comme le royalisme, rouge, comme la révolution, ou noir, comme l'anarchie".

Ensuite, le modérantisme lyonnais proclame son centrisme, regroupement aux contours souples et aux nuances nombreuses qui peut, de la sorte, englober plusieurs familles politiques distantes les unes des autres sur le terrain religieux ou socio-économique, mais se reconnaissant parfaitement dans le Centre, c'est-à-dire ni la Droite réactionnaire ou putschiste, ni la Gauche révolutionnaire, et le drapeau tricolore, synonyme d'union et non de division. Cette identité centriste lyonnaise résulte d'une expérience qui a commencé lors du soulèvement du 29 mai 1793, qui s'est consolidée lors des Trois Glorieuses en 1830, s'est vraiment affirmée dans les premières années de la IIIe République et s'est achevée avec la mise en place de l'herriotisme. Cette construction révèle la quête d'un consensus de la part des élites lyonnaises, qu'elles soient libérales ou républicaines, consensus qui cherche à dépasser les clivages qui parcourent la population lyonnaise et qui sont des germes de guerre civile permanente depuis 1793. Ce consensus va se focaliser autour de l'affirmation de l'autonomie lyonnaise et d'une municipalité dotée d'un réel pouvoir permettant d'établir une démocratie locale. Il trouve son épanouissement à l'occasion de la loi municipale de 1884 qui redonne au conseil municipal le droit d'élire son maire. Antoine Gailleton, le maire qui incarne ce républicanisme municipal à la fin du XIXe siècle, cultive ce consensus en commençant à se rapprocher des élites libérales lors de l'exposition internationale et coloniale de 1894, et de l'archevêque, autre pilier du pouvoir à Lyon, rapprochement qu'Herriot saura mener jusqu'à son terme par la suite.

**La deuxième expression de l'identité politique lyonnaise est de mettre l'accent sur la différence de Lyon au sein de la République française.** Pour comprendre la lenteur du processus d'intégration du républicanisme dans l'identité politique lyonnaise, il faut rappeler que le terme République est synonyme, depuis la Révolution, de violences, de jacobinisation", de désordre, de centralisation, de difficultés économiques, de perte d'indépendance municipale", bref de malheurs pour Lyon. Lyon pourtant ne rejette pas la République même lors de l'expérience de «self-government» de 1793, mais sa vision de la République est «fédéraliste», elle se veut l'expression

d'un républicanisme de province qui ne peut qu'être mai compris par Paris et le pouvoir central, garants de l'unité et de l'indivisibilité de la République. Si les élites lyonnaises, suivies en cela par la majorité de la population, phénomène résultant de l'alchimie socio-économique lyonnaise, rejettent la République sociale, celle apparue en 1793, 1834, 1848/49, 1870/71, elles ne disent pas non à la République modérée, celle de l'ordre et du travail, mais se posent la question de savoir quelle place la ville de Lyon peut occuper au sein de la République. Se situe-t-elle au sein de la République-État, telle que la définit Jean Bodin, qui est aussi la République parisiano-étatique ? Dans ce cas-là, il y a Paris qui monopolise tout de suite la première place, or Lyon a la nostalgie de son rang de capitale des Gaules, de la Chrétienté au Moyen Âge, du royaume de France à la Renaissance, mais aussi de son rang de capitale religieuse et économique. Se situe-t-elle à l'extérieur de la République ? La menace est alors grande, le souvenir de 1793 la hante, et, qui plus est, Lyon n'a pas la fibre indépendantiste, étant une ville de marchands et non de militaires. Lyon, à partir de la IIIe République, accepte la République car elle lui redonne l'intégralité de son pouvoir municipal, endigue par des lois sociales les violences collectives et favorise l'aventure coloniale - Indochine, Madagascar - qui permet à Lyon d'exprimer sa différence et de trouver un espace de liberté. Face à cette République qui reste celle du préfet, personnage dont la mission est de surveiller Lyon, les Lyonnais préfèrent regarder du côté du maire qui doit être le représentant du modérantisme local, de la majorité et non des minorités politiques, de Lyon sur la scène nationale, voire internationale. De ce fait, la République que les Lyonnais apprécient est la république à la lyonnaise, recette politique compliquée, car si les ingrédients se trouvent sur place, il faut un chef pour la réaliser. Herriot est le premier à vraiment réussir cette recette et en faire partager le goût à la majorité des Lyonnais qui en ont redemandé pendant plus de 50 ans et qui continuent à l'apprécier!

**Cette identité fédéraliste** qui fait que Lyon se situe à la périphérie" de la République, position inconfortable dans une République centralisée, mais qui l'est beaucoup moins



depuis 1957 et la construction européenne, et la loi de décentralisation de 1982, **s'accompagne de l'affirmation d'une patrie lyonnaise.** Cette patrie lyonnaise s'exprime d'abord par son environnement : un site de confluence, celle du Rhône et de la Saône qui donne naissance à une presqu'île, et d'acropole, les collines de Fourvière, de la Croix-Rousse. Ensuite, la patrie lyonnaise puise sa différence dans l'ancienneté de la ville qui aura 2050 ans en 2007. Puis, elle trouve dans le travail sa troisième caractéristique. C'est par le travail que la ville s'est enrichie, c'est par l'initiative individuelle que les Lyonnais, natifs ou non, ont su développer leurs capacités entrepreneuriales et offrir ainsi une promotion sociale aux plus entreprenants, d'où leur foi dans le libéralisme et leur condamnation des violences collectives destructrices de la prospérité, mais aussi d'une trop grande intervention de l'État. Enfin, la patrie lyonnaise s'exprime par sa foi catholique et son humanisme comme il a été dit plus haut. **Cette patrie lyonnaise définit ainsi une «lyonnitude»** - un sentiment d'appartenance - et tous ceux qui se disent ou se veulent Lyonnais doivent la défendre. Si la patrie lyonnaise est accueillante, héritage de son cosmopolitisme, elle pratique l'exclusion à l'encontre de tous ceux qui refusent ou critiquent cette «lyonnitude».

### **Le troisième ressort de l'identité politique lyonnaise est l'anti-parisienisme. Il**

n'est pas spontané, car il résulte d'une longue enquête sur la recherche de culpabilité dans l'affaire du martyrologue de 1793 et de «Lyon n'est plus». Si la Révolution et la République sont considérées naturellement comme les bourreaux de Lyon, la construction mémorielle menée à Lyon par ses élites au XIXe siècle et l'avènement de la IIIe République, vite acceptée comme le régime idéal puisqu'elle privilégie la représentation du peuple aux dépens de la volonté du peuple, font rebondir l'enquête. C'est alors qu'un nouveau coupable est désigné, Paris, cela étant facilité par l'antiparisienisme ambiant à Lyon depuis longtemps. L'anti-parisienisme s'avère donc être un phénomène de substitution à toutes les responsabilités qui ont pu être précédemment évoquées. Décelable à partir de 1848, il prend toute son ampleur après

1 880 avec le retour d'une certaine autonomie municipale. L'anti-parisianisme est donc un facteur de cohésion sociale, facilement assimilable par une population de plus en plus nombreuse et hétérogène, et aussi le premier degré d'initiation à la «lyonnitude». L'anti-parisianisme est ainsi un moyen pour la municipalité d'exorciser les malheurs de Lyon et de trouver un exutoire aux difficultés passagères. De ce fait, plus la personnalité du maire est forte et sans nuages, moins l'anti-parisianisme fonctionne. Cependant, l'anti-parisianisme pousse Lyon à affirmer haut et fort son identité et, de ce fait, la différenciation lyonnaise ne cesse, au tournant du siècle, de s'affirmer par rapport aux communes avoisinantes qui, à leur tour, affichent leurs différences, c'est-à-dire leurs identités.

**L'identité politique lyonnaise est comparable à un oignon**, sans qu'elle suscite autant de larmes quand on l'épluche ! Ses caractères ne sont-ils pas comparables aux différentes pelures qu'il faut enlever si l'on veut atteindre le cœur de Lyon. D'abord la première pelure, et en cela la plus visible, est l'anti-parisianisme qui pour être le dernier né des caractères de l'identité politique lyonnaise, n'en est pas moins celui qui est le plus souvent et le plus facilement évoqué et utilisé par les Lyonnais pour se définir dans l'espace français, car il est le moins construit, et, de ce fait, le plus accessible. Ensuite, la deuxième pelure est le fédéralisme qui fait vibrer la corde du patriotisme local et de l'autonomie municipale; il faut avoir un certain degré d'intégration pour l'acquérir et en comprendre le fonctionnement. Enfin, la dernière pelure est le modérantisme, dimension la plus enfouie et pourtant la plus authentique de l'identité politique lyonnaise.

## **Conclusion**

L'identité lyonnaise n'est pas un vain mot. Elle associe une histoire bimillénaire, une tradition religieuse qui en fait la capitale du catholicisme français, des qualités

économiques en tant que grande ville industrielle et commerciale et un attachement fort aux franchises municipales. Cette synthèse, qui fonctionne à Lyon dès avant la Révolution, est dépourvue de toute dimension politique. C'est le choc de la Révolution et surtout les événements violents de 1793, siège, répression -, entraînant un nouveau martyrologe, qui déclenchent un processus de mémorisation, lui-même alimenté par le renouvellement des violences au cours du XIXe siècle, qui débouche sur la définition d'une identité politique. Cet accouchement politique identitaire est unique dans l'histoire des grandes villes de France, car aucune ville, excepté Paris mais sa position de capitale modifie totalement les données de l'analyse, n'a connu un tel événement fondateur de mémoire et d'identité politique.

Toute étude prospective sur Lyon doit prendre en compte ces identités lyonnaises qui sont partagées, peu ou prou par la population. Tout projet d'aménagement doit démarrer par la valorisation du site de la ville - confluence, presqu'île et collines -, ne peut faire l'économie du couple Marie et Marianne qui est dans le coeur de chacun des Lyonnais dans des proportions différentes selon l'appartenance politique et les époques et doit ne pas négliger le besoin d'affirmation de cette ville dans l'espace national et aujourd'hui mondialisé. **Lyon a prospéré et les Lyonnais se sont multipliés quand cette ville a su s'ouvrir, accueillir et échanger (identité économique), quand son rayonnement intellectuel a été grand (identité culturelle) et qu'elle a su s'imposer dans l'espace national et dominer les risques de guerre civile (identité politique).** Le destin de Lyon, pour reprendre une analyse de Fernand Braudel, est d'être capable de dépasser la région Rhône-Alpes et de se déprendre du rôle de second que Paris lui impose.

Réfléchir sur Lyon, c'est se pencher sur une grande métropole économique où au centre de son histoire et de son avenir, il y a l'habitant de Lyon qui n'a cessé de travailler, de prier, de manifester pour se faire entendre, mais aussi d'être attaché à sa ville et à ses libertés, comme l'a prouvé la défense de Lyon par ses habitants en 1793

et durant la dernière guerre. À Lyon, la majorité de la population, ce qui est vérifié lors de chaque élection, partage la même mémoire collective, celle qui repousse les violences et la guerre civile, et se retrouve dans l'identité politique faite de modérantisme, de fédéralisme et d'anti-parisianisme.

## **Annexe**

### **Les repères chronologiques marqueurs d'identité et de mémoire**

#### **43 avant J.C**

Fondation d'une colonie romaine sur un site d'acropole et de confluence. La colonie, carrefour commercial et humain, devient par la suite, sous le nom gaulois de Lugdunum, la capitale des Gaules et le point de départ de grandes routes. Son identité économique est née.

#### **177**

Persécution des chrétiens dans l'amphithéâtre des Trois Gaules. Après ce premier martyrologe, Lyon s'enorgueillit d'être le siège de la primatie des Gaules et les Lyonnais sont fiers de leur catholicisme. L'identité spirituelle de Lyon est désormais liée au christianisme.

#### **1320**

La ville de Lyon est intégrée dans le royaume de France et l'archevêque concède aux Lyonnais une charte leur accordant des franchises, dont celle de nommer les consuls, fondements de son autonomie municipale, thème que l'on retrouve dans la construction d'une identité politique.

#### **1384**

Achèvement de la construction du pont en pierres de la Guillotière, premier pont en dur sur le Rhône à Lyon, qui permet à cette ville de maîtriser le Rhône et de renforcer sa situation de carrefour et aux Lyonnais de se lancer à la conquête de la rive gauche, certes en Dauphiné, mais aussi premier pas vers l'extension de cette ville très à l'étroit.

### **1420**

Création à Lyon de deux foires qui seront portées au nombre de quatre en 1463, foires qui redonnent à cette ville un dynamisme bancaire et commercial et qui attire de nombreux étrangers, particulièrement les marchands-banquiers italiens qui s'installent sur le rive droite de la Saône. L'identité économique est réaffirmée après plusieurs siècles de mise en parenthèses.

### **1495**

Lors des guerres d'Italie, la cour s'installe à Lyon donnant à cette ville un statut provisoire de capitale qui s'accompagne d'une véritable Renaissance à Lyon dans le domaine artistique et littéraire et du développement d'activités qui feront sa renommée, telle l'imprimerie. De cette époque, Lyon garde une nostalgie.

### **1528/1529**

Début de l'installation des premiers métiers travaillant la soie qui vont vite faire de Lyon une des capitales européennes de cette industrie et donner naissance à la Fabrique, base de l'économie et de la société lyonnaises jusqu'à la fin du XIXe siècle, mais aussi élément essentiel de l'identité économique de Lyon. La Fabrique se révèle être le creuset de son syncrétisme socioprofessionnel dans lequel va être forgée son identité politique et dans lequel vont naître les violences collectives à caractère «tarifaire» (la Grande Rebeune éclate en 1529).

### **1643**

Le 8 septembre de cette année, les échevins de Lyon, à la suite d'un voeu, confient leur ville à Marie pour la protéger de la peste qui rôde, mais bien davantage pour plaire à la Couronne et calmer les peurs de la population.

### **1739**

Installation de la première loge maçonnique à Lyon qui devient ainsi une des capitales de la Franc-maçonnerie qui donne à cette ville sa dimension secrète et enrichit la spiritualité lyonnaise d'une dimension nouvelle.

### **1793**

Soulèvement dit «fédéraliste» de Lyon le 29 mai contre les «Chalier», éléments exagérés qui gèrent la ville, ce qui entraîne un siège et une prise de la ville par l'armée de la Convention, le 9 octobre, prise suivie par une très forte répression (Lyon n'est plus), synonyme de deuxième martyrologe. Cette date est la date fondatrice de l'identité politique.

### **1831**

Révolte des canuts qui veulent vivre en travaillant ou mourir en combattant. Lyon, aux yeux du pouvoir, est le symbole de la ville «rouge», dangereuse et, pour les observateurs socio-politiques européens, la capitale du socialisme. Les violences de 1831 poussent les élites lyonnaises à trouver localement un modèle socio-politique qui leur permettrait d'éviter ces violences.

### **1852**

En annexant les faubourgs populaires de la Croix-Rousse, de Vaise et de la Guillotière, Lyon sort de ses murs, traverse enfin le Rhône et inaugure la période des grands travaux d'urbanisme qui modifient matériellement et socialement la ville.

S'ouvre alors pour Lyon le temps de la modernité.

## **1884**

Une loi permet au Conseil municipal d'élire son maire. Lyon n'est plus soumis à un régime d'exception et retrouve ainsi une autonomie municipale rarement possédée depuis la Révolution. La construction de l'identité politique est presque achevée.

## **1896**

Inauguration de la basilique de Fourvière qui confirme la place de l'Église à Lyon et son attachement particulier à Marie depuis le XVIIe siècle et surtout depuis la fête du 8 décembre en 1852. Lyon et les Lyonnais rappellent leur identité catholique dans une France républicaine qui affiche sa laïcité.

## **1905**

Élection d'Herriot à la tête de la mairie lyonnaise. Ce maire, en réussissant à faire la synthèse des différentes identités lyonnaises, contrôle la ville pendant plus de 50 ans et fonde un modèle de gestion municipale marqué par le modérantisme. L'herriotisme est l'expression de l'achèvement de la construction identitaire par les élites lyonnaises. Le refus d'Herriot de créer le «Grand Lyon» qui aurait annexé les communes périphériques, les banlieues rouges, confirme ce qui vient d'être dit.

## **1940-1944**

Lyon devient, suite à l'occupation mais aussi par les actions de résistance menée dans et à partir de Lyon (mouvements, réseaux, journaux), la capitale de la résistance. Ce statut de capitale permet à Lyon de renouer avec le passé et d'afficher des ambitions jamais abandonnées.

## **1982**

La loi de décentralisation permet à Lyon d'envisager une plus grande autonomie locale, ce dont elle rêve depuis 1793, et aux Lyonnais d'être davantage maîtres chez eux !

